

La prolongation nucléaire, un débat sur des soins palliatifs sans vraie politique énergétique

Ces 24 et 25 mars, les députés de la Chambre ont auditionné des experts et des représentants de la société civile sur la question de la prolongation de Doel 1 et 2. Pendant ce temps, le secteur énergétique navigue toujours dans un brouillard épais face à l'échéance de la sortie du nucléaire en 2025. Pour la fédération EDORA, le débat essentiel qui doit avoir lieu urgemment est celui d'une stratégie énergétique sur le moyen et long terme. Car chaque jour qui passe postpose davantage la réalisation de nouveaux investissements pour bâtir un projet énergétique sûr, durable et rentable.

2025, c'est l'échéance que s'est fixée la Belgique pour sortir du nucléaire. Une date connue depuis 2003 et maintenue, jusqu'à présent par le Gouvernement fédéral.

Mais qu'a fait la Belgique jusqu'à présent pour préparer cette sortie ? Tergiverser. Et c'est ce que les actuels décideurs politiques continuent de faire aujourd'hui avec les débats sur la prolongation des réacteurs Doel 1 et 2, à l'agenda depuis plusieurs mois.

C'est l'amer constat que fait EDORA. La fédération des entreprises actives dans les énergies renouvelables demande d'engager rapidement un débat associant Gouvernement fédéral et Régions sur un vrai projet énergétique et d'arrêter de tergiverser avec des mesures palliatives et de court terme face au risque de pénurie.

La Belgique manque de vision et oublie que 2025 arrive à grand pas. Une vision qui doit s'articuler autour de plusieurs axes majeurs : la consommation, la production, les réseaux électriques. Elle doit également prendre en compte la question des coûts externes, la compétitivité de nos entreprises, le pouvoir d'achat des consommateurs et l'enjeu climatique.

EDORA rappelle que les énergies renouvelables jouent un rôle essentiel et font partie de la solution aux côtés d'autres mesures comme celles de l'efficacité énergétique, de la gestion de la demande, du stockage, des réseaux « intelligents » (permettant une plus grande flexibilité du système énergétique) et des interconnexions.

L'appel du secteur renouvelable est clair : il est impératif de rétablir un climat d'investissement favorable couplé à un cadre juridique stable et clair.

« Nous avons besoin de savoir comment la Belgique compte s'y prendre pour sortir du nucléaire en 2025. Avec quel mix énergétique ? Avec quel niveau d'indépendance énergétique ? Avec quelles solutions technologiques ? Avec quelles retombées climatiques, environnementales, socio-économiques... ? Aujourd'hui, rien de tout ça n'est connu. Les investissements nécessaires ne se font pas. Pire, des acteurs comme ceux du secteur renouvelable sont en train de mourir à petit feu par manque d'un cadre de développement clair et de volonté politique. » déclare Noémie Laumont, Secrétaire générale d'EDORA.

La fédération EDORA se montre prête à apporter sa contribution à toute initiative visant à mettre en place un vrai projet énergétique pour la Belgique.

CONTACT :

Noémie Laumont : Secrétaire générale d'EDORA: 0498/ 16 89 00 - nlaumont@edora.be

A PROPOS D'EDORA :

EDORA fédère une filière renouvelable tournée vers un triple optimum : socio-économique, énergétique et environnemental. Notre fédération plaide pour un développement renouvelable ambitieux, équilibré, intégré et de qualité.

EDORA agit pour que les énergies renouvelables contribuent efficacement à l'indépendance énergétique et la prospérité économique.

EDORA est la fédération des entreprises actives dans les énergies renouvelables. Nos actions visent à favoriser et soutenir le développement de la filière renouvelable. Nous fédérons l'ensemble des acteurs économiques développant des produits et services innovants tournés vers la transition énergétique, l'intégration des renouvelables et la gestion durable de l'énergie dans les bâtiments...

En savoir plus : www.edora.org